



Désirs d'avenir ... Allier

Le vendredi 26 janvier à 18h, à l'initiative du comité **Désirs d'Avenir de Moulins**, dans une salle du Foyer des Jeunes Travailleurs, s'est tenu un débat participatif. Le thème était celui de « **La Vie Chère** ».

Une cinquantaine de personnes s'étaient déplacées malgré un temps peu clément.

Jacques Lahaye mandataire de **Ségolène Royale** pour l'Allier, a rappelé quelques règles d'organisation pour la réussite de ce forum. Il a ensuite proposé à l'assemblée, une grille pour favoriser et organiser l'expression de tous les participants.

Pour alimenter la réflexion collective, **Bernard Bonillo** a témoigné au cours du forum de son expérience professionnelle dans le domaine du logement social.

Dans une atmosphère franche et conviviale, un dîner a clôturé des débats. Ce compte rendu sera adressé à tous les participants :

LA VIE CHÈRE

- **La vie chère, c'est une augmentation plus rapide des dépenses que des revenus.**

Ce différentiel est largement ressenti ou même constaté. Des exemples sont fournis pour l'eau, l'alimentation, le logement, le fioul, le transport, la santé ... Il devient difficile de nourrir correctement une famille avec un smic.

Les revenus augmentent mais toujours **sous l'inflation**

Les dépenses augmentent mais toujours **au dessus de l'inflation** (dépenses sur les produits de première nécessité).

La conséquence immédiate est une **baisse importante du pouvoir d'achat des familles.**

- Et pourtant **des statistiques affichent que le pouvoir d'achat augmente.**

- Des statistiques construites sur les différentes réalités de la vie quotidienne sont indispensables et on est contraint de **mettre en cause l'indice des prix de l'INSEE.**

- **Cette situation conduit certains**, parfois encouragés à la dépense par un « harcèlement publicitaire », **à s'endetter**... Il faut tout de même continuer à vivre !

Le crédit revolving peut conduire à la commission de surendettement.

La responsabilité des organismes de crédits et des banques, dans les situations de surendettement, ne peut plus être ignorée.

Que se passe-t-il lorsqu'on est confronté à un accident de la vie (accident, chômage) ?

- Et pourtant... **Les prix consentis par la grande distribution aux producteurs sont en baisse.**

Il faut dire que, par contre, **l'affichage n'est pas en baisse à l'étalage pour le consommateur.**

Des exemples sont fournis :

- Moins 62% à un producteur local de salades pour un prix d'étalage sans baisse dans le supermarché.

- L'épisode de la « vache folle » nous a montré aussi des prix effondrés pour les éleveurs avec des prix à l'étalage à peu près constants.

De plus les profits dégagés semblent être consacrés au développement de la grande distribution à l'étranger.

- Et aussi...on cite une grande entreprise locale pour indiquer qu'il faut multiplier par 25 le salaire d'un ouvrier pour avoir celui d'un dirigeant.

- Le SMIC brut ne doit pas être inférieur à 1 500 euros par mois pour vivre.

INDICE INSEE

- Selon l'INSEE les prix ont augmenté de 1,5% en 2006. De même source cette hausse est due au renchérissement des services (+2,7%), de l'alimentation (+1,7%), et de l'énergie (+1,7%). On constate, dans les services, une hausse de 3,8% pour les loyers, l'eau et ordures ménagères et dans l'alimentation des hausses de 6,7% pour les légumes, 7,1% pour les poissons, 2,5% pour les viandes, 3,5% pour le café et 2,3% pour le pain.

Par ailleurs, on peut constater que la baisse de certains produits d'équipement (par exemple l'électronique) masque la hausse de produits de consommation courante. **Les familles les plus modestes sont touchées de plein fouet.**

- Ne peut-on pas fabriquer un nouvel indice pour les produits de première nécessité ? et non pas noyer ceux-ci parmi près de 400 produits.

- Ne pas oublier que se sont ces mêmes indices qui servent de base pour les négociations salariales.

FISCALITE

- Ne pas se laisser impressionner par les « fugitifs fiscaux ».

- Ne pas oublier les efforts faits par les socialistes au gouvernement pour baisser quelques impôts.

IMPOTS DIRECTS

- Les diminutions d'impôts directs bénéficient de façon inégale aux populations. L'impôt sur le revenu et l'impôt sur la fortune ne concernent pas les revenus modestes.

- Le bouclier fiscal doit être abrogé et il faut revenir sur les exonérations pour les contribuables à plus haut revenu.

TVA

- La TVA, impôt sur la consommation concerne tout le monde, du « sans abri » qui fait la manche au « PDG » qui passerait sans le voir.

Mais cette égalité n'est-elle pas une inégalité ?

- Une plus grande différence entre les taux de tva pourrait être efficace pour un meilleur pouvoir d'achat des plus faibles revenus :

TVA à 0% sur certains articles de base (sur des articles alimentaires, sur un quota par foyer pour l'énergie, l'eau et peut-être le téléphone).

Tva à taux différents (0%, moyen, fort) selon le degré de nécessité pour les automobiles et les équipements de la maison. Un taux relevé pour les produits de luxe. C'est théoriquement facile, mais pratiquement difficile à mettre au point. A déterminer : les catégories de produits, les taux de TVA, réaction de l'Europe, impact sur le budget de l'Etat.

- une TVA à 0% peut dévaloriser le producteur (pas de valeur ajoutée par son travail).

IMPOTS LOCAUX

- Les impôts locaux pèsent fort sur les revenus les plus faibles.
- **Un essai pour asseoir la taxe d'habitation sur le revenu n'a pas abouti** sous un gouvernement de gauche par le passé.

LA DEPENSE LOGEMENT

LE CONSTAT

- **Le logement est un besoin vital** pour tous et un des axes de la réinsertion de certaines familles.
- La France souffre d'un **déficit chronique de logements** qui contribue à alimenter une hausse anormale de l'immobilier et en conséquence celle des loyers.
- **L'effort des ménages pour se loger atteint des niveaux insupportables.** Même en milieu du logement social, jusqu'à 30% en moyenne des revenus doivent être mobilisés. Dans certains cas, 50% et plus, à en croire des dossiers examinés par des commissions d'attributions des logements sociaux.
- **Le logement est devenu une occasion pour certains de s'enrichir** en se créant une rente sur le dos des moins bien lotis et en bénéficiant d'avantages fiscaux énormes.

- Le logement pèse de plus en plus lourd dans le budget des familles :

Les salaires augmentent au mieux comme l'inflation (+1,8% en 2006). Les aides personnalisées, malgré une embellie (électorale ?) en 2007, sont soumises à la même règle tout en subissant des « adaptations administratives » restrictives.

En face, l'évolution annuelle du loyer –pour le logement social- est entre 2 et 3%. Les charges locatives se situent entre 2 et 4%, sauf pour les charges liées directement aux énergies (+24% pour le gaz et jusqu'à 55% pour le fioul, en 2005 et 2006).

Les dépenses augmentant plus vite que les revenus, la somme à consacrer au logement est de plus en plus lourde. Et l'indice Insee sous-estime l'augmentation des charges et du loyer.

Cette situation, de façon immédiate est la **cause d'une baisse importante du pouvoir d'achat des familles.**

- Signes de la dégradation : En Allier, **la demande de logement social a augmenté de 37% entre 2000 et 2005** ; les ayants droit disposant de 60% du plafond de ressources étaient 71% en 2005 contre 64% en 2004.

- Et pendant ce temps, les ressources des organismes du logement social sont mises à rude épreuve : subventions étatiques et augmentations du nombre de logements à construire, envolée des coûts de construction, nécessité de solliciter les collectivités territoriales.

Ces organismes doivent à la fois mobiliser leurs fonds propres (c'est-à-dire les loyers payés) et se désengager de la réhabilitation de l'ancien.

On est donc dans une situation où, les plus pauvres, locataires de logements qui vont peu à peu se dégrader, financent la construction de nouveaux logements par l'augmentation de leurs loyers. Et situation, où, aussi, s'effectue un transfert du financement d'une compétence nationale auprès des collectivités locales.

DES PROPOSITIONS

- La crédibilité de la Gauche passe par sa capacité à **construire 120 000 logements sociaux par an et d'éradiquer l'habitat indigne.**

C'est le **seul levier disponible pour agir sur le marché du logement** et obtenir des baisses des loyers.

Tout programme immobilier devrait comporter une part réservée au logement social. Cette mesure complémentaire rendrait plus efficace à terme l'application de la règle des 20% de logements sociaux dans chaque commune.

- Se donner, par des mesures appropriées, les moyens pour **maîtriser la gestion du foncier**.
- Maîtriser pour diminuer la part du coût du logement dans le budget des familles (par exemple à 25%) .**C'est le « bouclier logement »**.
Cela passe par les aides de l'Etat à renforcer, les aides à la pierre à équilibrer (profil des prêts), les aides à la personne à revoir à la hausse en prévoyant des règles d'actualisation, l'impact fiscal sur le logement social à alléger.
- **Utiliser les énergies nouvelles** en maîtrisant le coût pour les futurs habitants.
- Prévoir les moyens financiers pour reprendre **la réhabilitation du parc social ancien**.
- **Favoriser l'accession à la propriété**.
- **Rendre effectif le droit au logement opposable**, en améliorant le texte éventuellement existant, en incluant le secteur privé aidé fiscalement, en donnant les moyens pour développer l'offre dans des conditions accessibles pour les concernés.

SANS OUBLIER

- La mise en place de la **garantie mutualisé pour les cautions** en se préservant des éventuels effets pervers (par exemple l'éventuelle pratique d'une caution complémentaire cachée)
- **Le logement d'urgence**. Et en particulier, son adaptation aux besoins.
- L'utilisation des **logements vacants** qui ne sont pas insalubres, sans ignorer les possibles effets pervers induits.
- La nécessaire amélioration de **l'image du logement social**.
- La confusion à éviter entre « **logement social** », « **cas social** », et « **hébergement d'un cas social** ».

ET ENCORE

- Cas du « sans domicile » qui ne relève pas de la recherche de logement, mais de la prise en charge par des centres sociaux (évolution des critères d'hospitalisation)
- Pourquoi dans notre pays, riche, n'a-t-on pas le luxe du social ?
- Donner les moyens pour que les « défavorisés » sortent de leur état.
- Revenir à une politique de revenus qui permettent au plus grands nombre d'accéder aux biens de consommation.
- Comment financer toutes les propositions de dépenses ?
- Diminuer le budget militaire de quelques pourcents.
- Le partage de la richesse produite, entre le capital et le travail est devenu plus défavorable pour le travail.

Fait à Moulins, le lundi 29 janvier 2007 par **Christian Zammit**

Pour toute remarque par mail : christian.zammit1@libertysurf.fr ou desirs.avenir.03000@wanadoo.fr